



Consulter pour ne pas cautionner

La FSU hors de France a pris part à l'ouverture au Quai d'Orsay de la « **consultation sur l'enseignement français à l'étranger** ». Nous ne nous faisons aucune illusion sur ce type d'événement. D'ailleurs, la consultation était lancée avant même l'ouverture institutionnelle, c'est dire. Nul doute non plus que la plupart des conclusions sont à l'impression. **Il fallait toutefois, nous l'avons fait, poser quelques questions, comme la place de « Cap 2030 » dans cette consultation : consulte-t-on sur Cap 2030 (la décision présidentielle de doubler le nombre d'élèves à l'horizon 2030) ou sur l'état de l'enseignement français à l'étranger tel qu'il est réellement ?** Pour l'institution, c'est malheureusement la première entrée qui s'impose, tant la commande présidentielle prime sur tout. **La FSU ne la partage pas et s'exprimera en ce sens notamment lors des ateliers qui se tiendront.**

Nous y porterons la parole de terrain, celle des personnels, acteurs clé de cet enseignement. Les griefs sont nombreux.

Nous parlerons aussi d'argent public et de son utilisation, question souvent posée par la FSU dans les instances : est-ce le rôle de l'État que de favoriser le développement de groupes privés ou de subventionner des associations ?

Nous défendrons l'opérateur public AEFÉ, qu'on pose toujours comme navire amiral de cet enseignement mais qui aujourd'hui subit de plein fouet le sous-financement et le détournement de ses missions premières, à cause justement de Cap 2030.

Autant de questions, et bien d'autres encore, qui seront au cœur des interventions de la FSU lors de cette consultation.

Dans le même temps, **après un 1er mai historique en France marqué aussi par un soutien international inédit, [la lutte continue pour le retrait de la réforme des retraites](#)**. Et dès maintenant, **préparons une grève massive le mardi 6 juin !**

